

Le SIHACO 2017 tient ses promesses

Avec la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur de la 2e édition, le rendez-vous annuel des acteurs et promoteurs de l'habitat et de la construction a réussi à battre le record de 10.000 visiteurs. Retour sur l'événement. **Page 11**



Vie politique

Rafiou sort indemne d'un accident de la route à Conakry

Page 10



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°563 ● LUNDI 22 MAI 2017 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Vers un début de ramadan agité à Conakry Syndicat et patronat des banques peinent à accorder leurs violons

Un accord est toujours incertain avec l'Apb - le patronat des banques - pourtant la Fésabag débute cette semaine cruciale avec la ferme conviction de déposer un avis de grève ce 22 mai. Mais aux dernières nouvelles, ils sont sensés trouver un accord à l'issue du dernier round des négociations prévu ce lundi. **Page 9**



Dalein, l'homme à abattre

Diallo, la bête noire du régime vient d'être élu vice-président de l'Internationale Libérale... **Pages 8 & 10**

Patrimoine bâti public

La dynamique d'un sang nouveau

Page 4



Economie

Des politiciens opposés aux performances de la SMB

Page 5



Dr Ibrahima Kalil Kaba, Directeur de Cabinet de la présidence

Une compétence appréciée par le Washington Post

Page 11

Confidences PUBLIQUES



La résidence de Lansana Kouyaté fait polémique

Quand la photo de cet immeuble parisien a été présentée comme une vue de la propriété de l'ancien Premier ministre Lansana Kouyaté, nombre de contribuables guinéens ont été à la fois surpris et choqués. Reste à savoir si ce n'est qu'une partie d'intox propagée par le député Ousmane Gaoual Diallo qui trouve là une occasion de régler ses comptes à un adversaire lui aussi réputé champion en piques verbales.

Dieselgate: 38 000 décès imputés au trucage des moteurs en 2015

C'est une alerte mondiale. Le nombre de morts prématurées dues aux émissions d'oxyde d'azote par les véhicules fonctionnant au diesel pourrait atteindre 183 600 par an en 2040. Qui dit mieux ?

Le Libéria, capitale de la Cédéao ...

L'élection de la présidente Ellen Johnson Sirleaf à la tête de la Cédéao fait de la capitale Monrovia, le centre de l'Afrique de l'ouest pour la tenue de 78e session ordinaire du Conseil des ministres du 31 mai au 1er juin prochain. Et la capitale abritant la 51e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement le 4 juin suivant. Après cela, les représentants guinéens se rendront à Bruxelles où il est prévu du 14 au 15 juin la réunion du Comité d'orientation stratégique au Programme indicatif régional Afrique de l'ouest. Nos oreilles prolongées ont ouï dire cela dans les salons feutrés de la président de la République.

Affaire 500 millions du chef de file de l'opposition Baïdy note une transaction opaque qui souille l'image de Dalein

L'affaire 500 millions de FG alloués au chef de file de l'opposition continue d'alimenter les débats dans les milieux politiques guinéens. Une situation qui fait également réagir le député uninominal de Kaloum, qui se dit favorable à une enquête parlementaire sur la chose.



Baïdy Aribot. Photo: DR.

De l'avis du secrétaire exécutif de l'Union des forces républicaines (Ufr), Baïdy Aribot, il s'agit là d'une subvention. Du moment où c'est le gouvernement qui donne sans que les députés ne se penchent sur la question. «Or, la loi sur le Statut du chef de file de l'opposition a prévu en son article 14 que tout avantage lié à ce poste est examiné et autorisé par résolution de l'Assemblée nationale. A partir du moment où ce n'est plus le cas, je pense que c'est une subvention. Et c'est très dommage que le chef de file de l'opposition entre en possession d'une subvention d'un gouvernement qu'il considère comme celui qui se plaint dans le déni et le non-droit, et à qui il a été toujours reproché de mal gérer ce pays. Donc, à partir du moment où vous vous faites payer une subvention par ce même gouvernement, eh bien, vous cessez d'être un opposant. Et là, vous vous retrouvez aussi dans la soupe comme ce que vous reprochez aux autres», fait remarquer l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports. Le texte sur le statut du chef de file de l'opposition a été voté à l'unanimité par les députés.

Que cela soit clair ! Et d'ailleurs personne ne remet cela en cause. Ce statut existe donc avec tout ce qui est comme dispositions à prendre pour que son fonctionnement soit correctement appliqué selon les textes.

Chef de file de l'opposition, une institution ou une personne physique ?

Sur les antennes de la radio Espace FM l'autre semaine, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (Ufdg) déclarait que les 500 millions de FG lui reviennent tout seul en tant que le leader de la formation politique qui a plus de députés au Parlement après le parti au pouvoir. Et comparant cette subvention à celle que perçoit son confrère du Mali, Cellou Dalein Diallo a indiqué que celle-ci est vraiment raisonnable : 5 milliards de FG pour lui contre l'équivalent de 7 milliards de FG pour Soumaila Cissé du Mali. Plus loin, la figure de proue de l'opposition guinéenne a dit que son parking de pickup est aujourd'hui vieillissant et que cet argent l'aiderait à le renouveler, non sans occulter

le coût que nécessite la présentation des candidats dans les différentes communes rurales du pays.

Le coût que cela nécessite, le président de l'Ufdg l'a relativisé à pas moins de 2 milliards de FG. Mais Baïdy Aribot invite les uns et les autres à lire le texte instituant le chef de file de l'opposition.

«L'aspect avantage reste encore à examiner. Mieux, dans certains pays, les choses sont claires : c'est une institution. Alors que Cellou Dalein Diallo dit pour sa part que ce n'est pas une institution, plutôt une fonction personnalisée. Or, ce n'est nullement le cas. A partir du moment où l'Etat met des fonds publics à la disposition d'un démembrement, nous considérons que c'est une institution. Et comme telle, elle doit être régie par des règles qui déterminent son fonctionnement», enseigne le parlementaire.

«A partir du moment où vous avez reçu l'argent de l'Etat sans obéir à cette procédure, pour nous, il y a un déni de droit. Pour nous, il s'agit d'une sorte de transaction opaque caractérisée par un manque de transparence. Et puis, on nous dit que c'est dans le fonds commun de l'Etat qu'on a pris cet argent. Mais le fonds commun de l'Etat, tout le monde sait comment il est régi : ce sont des dépenses imprévues», fait noter Baïdy Aribot.

Le député UFR fonde son argumentaire sur tout ce tollé qu'a suscité dans la cité cette affaire. Puisqu'au lendemain seulement de la révélation faite par Faya François Bourouno du Pedn, des voix, comme celle du député uninominal de Gaoual, se sont élevées pour réfuter l'accusation portée à l'encontre de Cellou Dalein Diallo. Toute chose ayant contraint ce dernier à fournir sa part de vérité dans une affaire qu'il n'avait vraisemblablement pas envie d'étaler sur la place publique. Une situation que regrette Baïdy Aribot qui y voit plusieurs facteurs militant pour le fait que l'image et la crédibilité de l'opposition sont écorchées.

«Premièrement, énumère-t-il, ce n'est pas le chef de file de l'opposition ou son groupe parlementaire qui a proposé

ces dépenses à l'Assemblée. Ensuite, tout ce qui s'est passé, c'était dans la discrétion et dans une transaction opaque la plus totale. Il a fallu d'autres personnes pour que nous sachions que la transaction pareille se passe en sourdine quelque part entre des membres du gouvernement et le chef de file».

Depuis l'élévation de Sidya Touré au poste de Haut représentant du chef de l'Etat suivie de la nomination de son chef de Cabinet, Mohamed Tall ministre de l'Elevage et des productions animales, la 3e force politique du pays ne revêt plus de confiance aux yeux de ses anciens collaborateurs, notamment de l'Ufdg. Aujourd'hui, Baïdy Aribot ne reconnaît plus ses détracteurs. Mais avant, il soutient que l'on doit être amené à s'interroger s'il y a une alternative crédible au changement auquel le peuple aspire que de se lancer dans le débat sur le positionnement, de repositionnement ou d'acrobatie avec telle ou telle autre opposition.

«Nous, quand nous avons décidé de quitter l'opposition républicaine, nous l'avons assumé. D'ailleurs, nous l'avons dit avant de le faire. Et quand nous sommes allés chez Alpha Condé, on ne s'est pas caché dans les fleurs. On a affirmé devant tout le monde notre collaboration avec lui. Et nous suivons cette démarche en tant que parti libre et indépendant. Mais nous ne recevons pas la subvention».

A l'allure où vont les choses, l'histoire semble avoir donné raison à Alpha Condé qui, dans un passé relativement récent, jurait de faire cesser de parler de l'opposition en Guinée. Un challenge qu'il semble bien avoir réussi, en ce sens que les pseudo-opposants sont plutôt opposés à eux-mêmes qu'au système de gouvernance qui se trouve largement en deçà des attentes de la population d'un opposant historique devenu président de la République. Et comme le dirait Alpha Blondy : «Tout change. Tout évolue. Seuls les imbéciles ne changent pas».

Par Mady Bangoura

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Cambriolage à Kankan : Ebomaf délestée des matériels, des militaires complices arrêtés

L'entreprise EBOMAF spécialisée dans la construction des routes, sise à Kankan, a été cambriolée dans la nuit du jeudi 18 mai 2017. Le Président directeur général, **Mahamadou Bonkougou** a eu la surprise de sa vie de savoir que la base logistique de son entreprise, EBOMAF à Kankan a été cambriolée par des voleurs tandis que les lieux sont gardés par des militaires. Les malfaçons ont emporté 4,5 tonnes de barres de fer laissant derrière eux tristesse, découragement, désespoir et rêve brisé.

Les faits

La base logistique de l'entreprise installée à une vingtaine de km de Kankan-centre a malheureusement reçu la visite d'une bande de voleurs avec un camion DAF 2100 non immatriculé le 18 mai 2017 à 3 heures du matin. La question que tout observateur se pose est de savoir comment les malfaçons ont-ils pu charger ce camion de 4,5 tonnes de barres de fer



La base logistique d'Ebomaf délestée ce 18 mai à 3 h du matin. Photo d'illustration.

dans un lieu sécurisé par les militaires du camp de Kankan? C'est après le chargement et sur le chemin de retour vers Kankan-centre que le directeur technique de l'entreprise **Jean Onibon**, en compagnie des gendarmes en civil dans un véhicule banalisé, ont réussi à mettre main sur cette bande de voleurs dont deux employés de l'entreprise même : **Moussa Condé** (magasinier) et **Lanfia Kourouma** (chargé du carburant), 2 militaires de garde du jour aussi.

A la gendarmerie de Kankan, les objets retrouvés se composent comme suit : Quantité de barres de fer : 4,5 tonnes pour toutes sections dont :

Fer de 12 : **190 barres**

Fer de 10 : **57 barres**

Fer de 14 : **45 barres**

Fer de 8 : **160 barres**

Morceaux de fer de 14 : **12**

Morceaux de fer de 10 : **15**

En attendant la fin des enquêtes, les deux militaires, **Moussa Condé** et **Lanfia Kourouma** se reposent tranquillement à l'hôtel zéro étoile de la gendarmerie de Kankan. ■

Ils ont dit



Cellou Dalein Diallo: «Alpha Condé tient son pouvoir d'élections qui n'ont été ni transparentes, ni justes, organisées après 4 mois et demi, alors que le délai constitutionnel est de 2 semaines. J'étais fondé à refuser les résultats qui étaient loin de refléter la vérité des urnes, comme l'avouèrent plus tard ceux qui ont organisé le hold-up. Mais si j'ai accepté les résultats, c'est compte tenu de la détérioration profonde des liens sociaux dans le pays en raison d'une campagne fortement ethnicisée au point de faire craindre une guerre civile. Ma décision tenait compte aussi du fait que les élections législatives devaient se tenir immédiatement après la présidentielle; soit au cours du premier trimestre de 2011.»



Mohamed Lamine Kaba, leader du parti FIDEL: «Alpha Condé risque de se retrouver à côté de son ami Laurent Gbagbo à la CPI.»

Lu dans Actuconakry / Patrimoine bâti public

Mohamed Lamine Yayo pris en flagrant délit de ...

Le fait s'apparente à une histoire récente de la vie politique française, le pari entre **François Fillon** et *Le Canard Enchaîné*. Finalement, le premier a jeté l'éponge au profit du second. *Actuconakry* n'a nullement cette inspiration. Mais ici, nous démontrons comment certains cadres véreux de l'Etat utilisent la puissance publique pour régler des comptes à certains de nos concitoyens, alors qu'il y a un devoir qui s'impose à l'Etat, celui de la redistribution des richesses nationales au profit de l'ensemble de la population guinéenne.

Dans ce contexte, nos concitoyens n'ont-ils pas le droit d'habiter légalement dans des bâtiments publics ? Par conséquent, comme ailleurs, l'accumulation des frustrations d'une telle réalité pourrait conduire à une grogne sociale si l'Etat guinéen ne mesure pas la gravité de la situation.

Les faits

Le 23 avril 2017, souvenez-vous, *Actuconakry* avait mis dans ses colonnes la désastreuse descente aux enfers des loubards non identifiés, qui se réclamaient être des agents venus du **Patrimoine bâti**

public. Comme par hasard, au moment des faits, notre reporter était présent. Observant avec pitié la destruction de la demeure de la dame **Bintou Oularé**, l'endroit où finalement notre reporter est entré en contact avec elle, pour mieux s'informer de la situation.

Selon les dires de la dame, « elle occupe cette maison étatique depuis 1986 ». Cependant, depuis l'arrivée de **Mohamed Lamine Yayo** à la direction générale du Patrimoine bâti public, un conflit s'installe entre la famille de ladite dame et une seconde, dame **Fatou Bangoura**. En effet, cette dernière réclamerait l'endroit comme étant sa propriété. Finalement, Mme Bangoura s'est engouffrée dans une bataille de récupération du lieu, menaçant fortement sa protagoniste, **Bintou Oularé** en lui intimant de quitter les lieux.

Votre quotidien électronique a pu constater les différentes assignations dont dame Oularé a fait l'objet.

Bilan

Bintou Oularé a presque tout perdu, sa maison détruite. (...) Après la publication d'un article par *Actuconakry*, daté du 23 avril 2017, concernant le double

jeu de Yayo, il apparaît tantôt que celui-ci balbutie.

Pour une certaine presse, il n'est pas au courant de cette affaire. Pour l'autre, le directeur du Patrimoine bâti public soutient que ce sont deux familles qui s'affrontent depuis longtemps.

En réalité, il résulte de notre enquête et selon le témoignage de la victime Bintou Oularé, que c'est ce même Yayo qui enfoncerait le clou en guise d'un règlement de comptes qu'il livre de mordicus à la dame.

Yayo se contredit

Le 24 avril 2017, par l'effet de notre révélation, le directeur du Patrimoine bâti public interpelle dame Bintou Oularé, par l'intermédiaire d'un certain Kébé, dont *Actuconakry* ignore le rôle dans cette affaire.

Yayo rassure la dame que sa maison sera refaite. Entre-temps, un entrepreneur de Yayo appelle la dame le lundi qui suit, la rassurant que sa maison sera refaite. De l'autre côté, à la direction générale du Patrimoine bâti, Yayo crie partout que dame Bintou veut mettre fin à sa carrière. Et pourtant la dame rétorque: « Je t'avais adressé une demande de rénovation. Tu as accepté pour

les autres, mais pour moi, tu l'as refusée. »

En ce jour, mardi 16 mai 2017, Mohamed Lamine Yayo dément son implication dans ce sinistre fait, dans une radio privée de la place, traitant même dame Bintou Oularé d'avoir dit des balivernes et tenu des élucubrations contre sa personne. Alors questions ! (...) Pourquoi Yayo refait la maison de la dame avant que la justice ne tranche ?

Dans cette demande datée du 17 janvier 2017 dame Bintou Oularé saisit humblement l'autorité de Yayo, le sollicitant à l'autoriser de refaire le local

qui lui servait de salon. La direction générale du Patrimoine bâti public a accusé réception le 18 janvier 2017, chose qui dit que le DG dudit Patrimoine bâti public connaît bien le dossier.

Alors, dans une telle situation, on apprend au bout du nez que l'Etat guinéen entend recommencer l'assainissement du fichier du Patrimoine bâti public sous la même autorité de Yayo. Imaginez ce que seront les résultats.

Par **Moriken Deen**
Tél.: 624 34 62 64

ACTU CONAKRY
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com

Vite dit...

Et si l'UFDG était persuadée de la candidature d'Alpha Condé pour un 3e mandat ?

Des personnes moins sceptiques vous diront que le débat n'en vaut pas la peine sur l'éventualité de briguer un 3e mandat par l'opposant historique devenu président de la République en 2010 et plébiscité en 2015. «Puisque la Constitution guinéenne ne prévoit qu'un seul mandat renouvelable une seule et unique fois», les entend-on souvent couper court.

Toujours est-il que le président Alpha Condé mûrit des velléités de se représenter candidat en 2020 après une probable révision de la Constitution. C'est du moins ce qu'on peut déduire du flou qu'il ne cesse d'entretenir autour de cette question pour ainsi lever toute équivoque comme l'ont fait certains de ses pairs d'Afrique dont il assure cette année la présidence de l'Union. Puisqu'à chaque fois que la question lui a été posée, le locataire de Sékhoutouréya a toujours répondu qu'au moment venu, c'est le peuple qui décidera ou non de son éventuelle candidature.

Et aujourd'hui, cette suspicion semble avoir affecté même le principal parti d'opposition. Puisqu'à décrypter les propos tenus le samedi 6 mai 2017 par son Vice-président **Kalémodou Yansané** lors de la traditionnelle assemblée générale hebdomadaire de l'Union des forces démocratiques de Guinée (Ufdg), l'on se rend aisément compte que le parti dirigé par Cellou Dalein Diallo est préparé au coup en vue d'Alpha Condé au terme de son second quinquennat.

Réagissant aux propos du porte-voix du Parti de l'espoir pour le développement national (Pedn), **Kalémodou Yansané** s'est montré convaincu que l'actuel président de la République prendra part à l'échéance de 2020 à l'issue de laquelle, prédit Yansané, Alpha Condé sera lui aussi chef de file de l'opposition à défaut d'autres concurrents à cette consultation.

«Elhadj Cellou est le chef de file de l'opposition parce que vous (les militants Ufdg, NdI) avez voté pour lui. On n'est pas content d'être chef de file de l'opposition. Nous voulons être président de la République. Bientôt, ce sera Alpha Condé ou les autres qui vont devenir chef de file de l'opposition», a-t-il annoncé. Des propos qui font dire à maints observateurs que l'Ufdg ne sera pas du tout surprise de la volonté d'Alpha Condé à réaliser son penchant de briguer un 3e mandat à la tête de l'Exécutif guinéen.

Par Mady Bangoura

Patrimoine bâti public

La dynamique d'un sang nouveau

Le dernier recensement du patrimoine immobilier de l'Etat remonte à 2009. Soit 8 années durant lesquelles plusieurs locations et baux se sont opérés. Le plus souvent sans une parfaite maîtrise de l'organe en charge de gestion du secteur. C'est là tout l'intérêt de la nouvelle dynamique insufflée par la nouvelle administration générale pour combler le vide.



Mohamed Lamine Yayo, directeur général du Patrimoine bâti public (Pbp). Photo: DR.

Mercredi 17 mai 2017, la direction générale du Patrimoine bâti public (Pbp) a lancé une vaste campagne de recensement et d'assainissement du fichier patrimonial de l'Etat, en vue d'insuffler une dynamique nouvelle à la gestion du secteur de l'économie patrimoniale.

Il s'agit d'une opération qui s'étendra sur l'ensemble du territoire national. Pour réussir ce travail, son directeur général dit avoir mis en exploitation certains documents administratifs qu'il a à portée de main. Notamment le décret 050/PRG/SGG du 3 avril 1994 portant restitution des biens saisis pour motifs politiques des anciens dignitaires de la première République en 1984 et 1985.

S'agissant des motifs économiques, **Mohamed Lamine Yayo** soutient que tous les biens saisis, et qui sont désormais dans l'escarcelle du Patrimoine bâti, sont considérés comme propriétés exclusives de l'Etat. «Il y a également l'ordonnance 001/PRG/SGG du 3 janvier 1985 qui a été prise, portant spoliation des biens et meubles appartenant à l'Etat. Les cas de spoliation sont proscrits. Les cas de souscription sont proscrits. Il faut faire en sorte que nous puissions dire le droit et le bon droit», clarifie M. Yayo.

Pas de chasse aux sorcières

A en croire M. Yayo, une commission a été déjà instituée avec pour attribution de faire en sorte que les contrats de loca-

tion ou de baux commerciaux soient présentés par les occupants des différents édifices à recenser.

«Nous ferons en sorte que les copies de baux à construction, de décrets, d'arrêtés ou de décisions d'attribution soient là. En somme, nous tiendrons compte de tous les documents administratifs qui justifient l'occupation. Pour les anciennes occupations, les numéros sont connus», précise le directeur général.

Pas non plus de situation particulière

Aux dires de l'ancien chef de Cabinet du ministère du Budget, la commission instituée aura à apprécier en toute sérénité tous les documents liés à l'occupation d'un patrimoine de l'Etat par une tierce personne. Celle-ci n'aura qu'à exhiber les documents administratifs à lui demandés. Et de Coronthie à la dernière préfecture du pays, la gigantesque opération couvrira l'ensemble du territoire national.

Après les grandes pluies, les tours jumelles de Boulbinet seront démolies...

Dans sa politique de restaurer ses biens immobiliers, l'Etat, en relation avec le ministère de de la Ville et de l'aménagement du territoire, dit avoir accordé un préavis de déguerpissement aux occupants des deux tours de Boulbinet construites depuis l'époque coloniale. Puisqu'à vue d'œil, l'on se rend aisément

compte que ce sont là des bâtiments vétustes.

Il suffit de regarder l'extérieur même de ces immeubles pour s'en persuader. Les deux tours baignent dans une décrépitude qui ne dit pas son nom. Des études pédologiques récemment menées sur ces édifices ont fait croire que la résistance de ceux-ci peut aller jusqu'à 30 ans encore. «Qu'à cela ne tienne ! L'Etat, dans sa volonté et sur les instructions du président de la République, a décidé de procéder à la sortie des occupants mais aussi de procéder, sur la base d'un plan cadastral bâti dans le cadre de la coopération entre la Guinée et le Singapour, à la rénovation de ces bâtiments en vue de et les adapter aux normes internationales de construction d'immeubles au 21e siècle», indique M. Yayo.

Comme l'Etat a le plein droit de rénover ses biens, les tours jumelles seront donc démolies. Et même si l'échéance du préavis a expiré, le Patrimoine bâti public, par la voix de son directeur général, indique que la loi foncière interdit de sortir un locataire de son logement en période hivernale. Mettant donc en avant cette dimension humaine, l'Etat dit s'inscrire dans la logique de prendre des mesures d'accompagnement sans lesquelles le Patrimoine bâti ne saurait mettre ces occupants dehors. Toute chose qui pourrait être salée pour l'Etat. Puisque ce sont plusieurs dizaines de ménages qui sont concernées par cette mesure.

Par Mady Bangoura

Circulation à Conakry

Journée interdite aux gros porteurs !

Le ministère de la Sécurité et de la protection civile est celui qui a le plus connu de remaniements à sa tête depuis l'avènement d'Alpha Condé au pouvoir. Ce département, à lui tout seul, a connu 6 ministres en 7 ans. Malgré tout, le manque à gagner reste énorme. Une semaine ne s'écoule sans qu'on enregistre des cas de braquages, de vols à main armée et autres accidents de la circulation à travers le pays. Pour inverser cette dernière tendance, les autorités du pays viennent de prendre une série de mesures dont l'interdiction formelle pour les gros porteurs de circuler pendant la journée à Conakry. Cette mesure est entrée en vigueur lundi 15 mai 2017.

Le ministère dirigé par **Me Abdoul Kabèlè Camara** entend prévenir les accidents de la circulation. Ou tout au moins réduire le taux de ceux-ci. Une décision qui n'inspire pas confiance à l'écrasante majorité des citoyens qui dénoncent le laxisme des autorités quant



En moins de deux semaines, les routes guinéennes ont tué plusieurs dizaines de personnes. Les gros porteurs à l'index. Photo: DR

au meilleur respect des mesures de protection des usagers de la route contre les accidents. Puisque celles-ci ne sont pas une première. «Désormais, la police routière sera à l'œuvre par rapport à l'application des mesures, notamment le meilleur respect des heures de circulation pour les gros porteurs», rassure le commissaire **Hami-**

dou Babacar Sarr, directeur central de la Sécurité routière. Cette mesure a-t-elle été bien mûrie par ses preneurs ? Rien ne le prouve assez. Le flux des attaques à main armée perpétrées par les coupeurs de route étonne quant au respect strict de cette mesure. C'est pourquoi il est annoncé une rencontre dans les prochains jours pour statuer sur le cas des gros

porteurs en partance pour l'arrière-pays. Dans le retroviseur, les tristes souvenirs de l'hécatombe de Dabondy, celle d'Enta et de tant d'autres en provinces, les populations entendent le même refrain assourdissant de mesures éphémères.

Par Mady Bangoura

Economie guinéenne

Des politiciens opposés aux performances de la SMB

Un chef de parti politique – invisible à l'œil nu – accuse le consortium SMB-Winning d'avoir doublé «en une année la capacité de production de bauxite en Guinée» et «en une seule année d'atteindre le niveau de production de la CBG en 40 ans». Du point de vue du consortium et du citoyen lambda, est-ce un délit ou une prouesse ? Partout dans le monde, une croissance rapide est perçue comme une performance et saluée ainsi. C'est un accélérateur de développement.

En Guinée, par contre, la vélocité en économie est un crime ; il faut enfanter dans la douleur et la lenteur. On n'aime que les sociétés lambines ! Les Chinois ont le secret de la croissance forte. C'est très bien qu'il nous le communique. Ne voit-on pas avec quelle rapidité ils construisent une route, un immeuble ou toute autre infrastructure ? Doit-on reprocher à des Guinéens de nouer un partenariat avec eux pour faire ensemble des bonds de sept lieues ?

Le leader politique poursuit : « Il n'y a aucun investissement, ou l'investissement est très faible. Ils se disent peut-être que le régime ne va pas durer, alors il faut exporter la bauxite tant qu'ils peuvent... Il n'y a pas de retombées pour les citoyens, il n'y a pas d'emplois. »

Une chose est sûre, on ne peut pas avec deux brouettes, quatre pelles et un « débarcadère » – le mot est du leader – atteindre aussi vite le niveau de production de la SMB. Celui-ci reflète exactement le niveau des investissements faits : 750 millions de dollars en moins de deux ans, sans compter une flotte de cargos valant un milliard et demi de dollars. Le tout à amortir dans plusieurs années avant de faire des bénéfices. Est-ce peu d'argent risqué ? Si chaque entreprise minière opérant en Guinée engageait autant d'argent en si peu de temps, le seul secteur minier guinéen battrait en une décennie le record mondial de capitaux absorbés.

Toutes les infrastructures de la CBG ont été réalisées par l'État, celles de la SMB uniquement par des capitaux privés.

Les infrastructures de la SMB accueillent 5 000 employés, dont 95 % locaux. Ces employés sont répartis sur deux sites, l'un pour le port de Katougouma et l'autre pour celui de Dapilon. Ces deux ports sont construits sur le Rio Nunez et ont nécessité de gros investissements.

Le littoral guinéen, long de 350 kilomètres, est peu profond. Y construire un port en eau profonde est très coûteux et très long. L'option n'a d'intérêt que s'il s'agit d'un port commercial. Le gouverneur colonial français Noël Ballay en savait quelque chose quand il entreprit la

construction du port de Conakry en 1895. Son travail continue plus d'un siècle après. Un port spécialisé – par exemple, un port minéralier – n'obéit qu'à ses propres impératifs d'optimisation des coûts.

Le port maritime et la voie ferrée de la CBG ne transportent que de la bauxite. Rien d'autre. Les deux ports fluviaux et les routes minières de la SMB également. Il a fallu 10 ans à la première compagnie pour exporter sa première tonne de bauxite. À la seconde seulement une année, avec une production qui augmente très vite, grâce à de nouveaux engagements financiers. Des deux, quelle est la meilleure option ?

La SMB a opté pour deux ports fluviaux immenses, à Katougouma et puis à Dapilon. Le minerai y est transporté par de grosses bennes et déversé dans des barges. Celles-ci descendent le rio Nunez et vont charger des bateaux Cape Size stationnés au large.

Les deux tiers de la production sont transportés par les sous-traitants guinéens et non par la société UMS, pourtant membre du consortium, soit 8 millions de tonnes sur 12 millions l'année dernière. Ce qui contribue significativement à la promotion du secteur privé guinéen et répond aux attentes en termes de contenu local.

Le contenu local a été accru récemment par la SMB. Elle a cédé des camions neufs aux sous-traitants. Le financement sera remboursé en travaillé-payé sans frais supplémentaires (lire article « Contenu local : la SMB cède une centaine de camions neufs à ses sous-traitants »).

Les autres infrastructures comprennent notamment des blocs de logement pour les chauffeurs, d'autres pour les superviseurs et d'autres encore pour les cadres, des cantines, des postes de santé, des salles de formations et des zones d'ateliers complets (entretien, réparation, soudure, pneumatique et zone de lavage).

Les routes minières comportent des ponts et des viaducs pour transporter la bauxite en toute sécurité. Elles ne croisent aucune route publique. Outre l'arrosage régulier, elles sont pavées aux abords des villages. Ce qui évite tout dépôt de poussière aux alentours.



D'immenses gisements de bauxite sont sous nos pieds. N'est-il pas temps de les exploiter à fond pour accroître le budget de l'État et développer les autres secteurs économiques ?

Quant aux retombées de la SMB pour les citoyens, dont le leader politique dit qu'elles n'existent pas, c'est encore là une affirmation gratuite.

Le consortium SMB-Winning est la seule compagnie minière en Guinée qui publie ce qu'elle paie. C'est vérifiable à l'ITIE-Guinée, à la coalition Publiez Ce Que Vous Payez et aux services des impôts. Il n'a pas d'exonération fiscale. Il est à jour des compensations financières pour les impacts sociaux et du fond de développement local – il a versé plus d'un million et demi de dollars pour cette première année d'exercice, soit une fois et demi la taxe légale due aux collectivités locales.

Il paie dûment ses contributions au budget national de développement à travers la taxe minière et la taxe d'exportation. Pour 2017, le montant cumulé de ces deux taxes avoisinera 110 millions de dollars US, en raison du volume de bauxite produit et exporté. De plus, le projet injecte chaque mois en devises 20 millions de dollars US dans l'économie guinéenne (salaires, sous-traitants, constructions et contributions diverses).

Au total, après avoir contribué à l'économie de notre pays à hauteur de 15 millions de dollars US par mois en 2016, c'est un montant de près de 30 millions de dollars US qui sera injecté chaque mois au cours de l'exercice 2017, soit un total de près de 350 millions de dollars US à la fin de l'année. Ce montant équivaut au quart du budget national de développement de l'État guinéen. Et ce n'est encore rien en comparaison avec ce qu'il va pleuvoir dans les toutes prochaines années. Car le dynamisme du consortium n'a même pas deux ans d'existence.

On imagine quelle proportion ce sera avec l'augmentation des investissements et donc de la production. Si, bien évidemment, messieurs les politiciens n'y voient pas d'inconvénient.

Les œuvres réalisées par le consortium pour les communautés locales – sans aucune obligation contractuelle – sont nombreuses et variées : routes, forages d'eau potable, écoles, centres de formation et d'alphabétisation, mosquées, plaines

agaires aménagées avec maîtrise d'eau, arrosage régulier et réparation saisonnière de voies publiques importantes pour la préfecture, dons de moutons à la tabaski, etc. La Fondation Winning Consortium appuie les arts et la culture dans le pays, et notamment l'événement actuel qui met la Guinée sous les feux de la rampe, « Conakry, capitale mondiale du livre » sous l'égide de l'Unesco. Quant aux emplois (inexistants, selon le leader politique), il y a 5 000 emplois directs, dont 95% locaux. Les emplois indirects, eux, dépassent 10 000. Pour une société qui n'a pas deux ans d'existence, qui dit mieux ?

Le leader politique déclare : « Nous avons aujourd'hui des sociétés minières qui ont pris d'assaut la zone de Boké. »

Bon sang, d'immenses gisements de bauxite sont sous nos pieds depuis le précambrien (donc depuis 450 millions d'années). Entre nous, n'est-il pas temps de les exploiter à fond pour accroître fortement le budget de l'État guinéen et développer les autres secteurs économiques ? D'autant plus qu'ils sont pratiquement inépuisables – les deux tiers des réserves mondiales prouvées. Même pour un Bétien, il n'y a pas meilleure politique.

En tant que premier réservoir mondial, la Guinée doit exporter le plus de bauxite possible et le plus rapidement possible. Grâce aux revenus importants qui seront générés, l'État pourra développer les infrastructures et construire, sur fonds propres, de grands barrages hydroélectriques qui fourniront de l'énergie abondante à bas coût, non seulement pour l'usage domestique mais aussi pour l'industrie lourde. Alors l'économie nationale pourra quitter le secteur primaire (l'extraction) pour aller vers le secondaire (la transformation), source de prospérité individuelle et collective avec une somme énorme de valeurs ajoutées. Il faut de gros moyens financiers et beaucoup d'énergie pour accéder à une économie de transformation. Le secteur tertiaire (les biens et services) est tout aussi corrélé au facteur énergétique. Les politiciens devraient avoir de la suite dans les idées, sinon la Guinée est figée et fichue.

Déjà en 2017, le consortium SMB-Winning fera de la Guinée le premier producteur mondial de bauxite. Et on le lui reproche. Si ce n'est par politique politicienne, c'est à n'y rien comprendre. Le consortium contribue à la diversification future de l'économie nationale et à la constitution d'un tissu économique digne de ce nom. Un impact positif déjà visible : le bâtiment et le secteur hôtelier se développent à Boké depuis deux ans, les ménages y ont beaucoup plus d'argent que par le passé grâce aux emplois locaux créés par la SMB, le numéraire foisonne dans la préfecture et tous les jeunes veulent être embauchés dans le consortium qui le crée. D'où parfois la violence par dépit.

Malgré tout, on démolit le portrait de la SMB-Winning. C'est un succès économique à mettre au compte du régime actuel. Donc ça ne plaît pas. À l'évidence, le mobile est politique et cousu de fil blanc. La campagne de discrédit est menée par ceux qui confondent opposition politique et obstruction à la gouvernance. D'abord, Papa Koly a déclaré que la SMB ne fait pas d'études d'impact environnemental et social. Nous avons prouvé le contraire et publié les certificats environnementaux délivrés à la société. Ensuite, l'hurluberlu Alhousseiny Mankané a reproché à la SMB d'avoir respecté le code minier en construisant son siège. C'est beau, donc c'est mauvais (à ses yeux) ! Et maintenant c'est Aboubacar Sylla qui pourfend la société pour ses nombreux apports à l'économie nationale et aux communautés locales. C'est une réussite pour le gouvernement, donc c'est très mauvais pour l'opposition-obstruction.

Serions ennemis de notre propre développement ? Quand cessera-t-on en Guinée de vitupérer l'excellence ?

Si l'on ne considère que la performance et l'utilité d'une société, la SMB est tout simplement géniale, elle positionne la Guinée dans le peloton de tête de la concurrence mondiale. Au pas de course ! Ceux qui voient ce progrès d'un mauvais œil n'ont qu'à se l'arracher, l'autre en verra d'encore plus grand. Pour sûr !

Par El Béchir

Alimou Sow

Des billets de blog au livre imprimé

Ex-blogueur pour *Slate Afrique*, partenaire de *Mondoblog* à RFI et **Canal+**, sacré meilleur blogueur francophone par la radio allemande **Deutsche Welle** en 2013, **Alimou Sow** est aujourd'hui le chargé de l'information et de la communication de la Délégation de l'**Union européenne en Guinée**.

Il vient de publier son premier livre intitulé "*Ma Guinée plurielle : chronique d'une Guinée ineffable à partir d'un blog*" aux éditions **L'Harmattan-Guinée**.

Dans ce premier essai, Sow fait partager ses billets de blog pour contribuer à orner la littérature guinéenne et apporter sa contribution à l'événement *Conakry, capitale mondiale du livre 2017*. Il le dit dans cette entrevue.



Alimou Sow et Pr Djibril Tamsir Niane dans l'émission "La danse des mots" d'Ivan Amar de RFI.

Le Populaire : Comme plusieurs internautes le constatent, alimenter le web est une passion qui fait partie de votre quotidien, notamment sur Facebook, Tweeter et bien sûr sur votre blog "Ma Guinée plurielle". Qu'est-ce cela représente pour vous ?

Alimou Sow: Je suis présent sur les réseaux pour deux objectifs essentiellement : m'informer et partager. Je m'informe de l'actualité nationale et internationale à travers les pages des médias officiels mais également à travers les publications d'internautes à titre individuel. Je partage mes propres informations, mon vécu, mes points de vue personnels qui sont parfois des coups de gueule sur des sujets d'actualité d'intérêt commun. J'aime plaisanter. D'ailleurs, la quasi-totalité de mes publications portent le trait de l'humour et de l'autodérision. Je perçois ma présence sur internet comme un rendez-vous du donner et du recevoir. C'est enfin, un lien pour maintenir le contact avec les parents et amis vivant notamment à l'étranger.

Vous avez bâti votre personnalité à travers vos billets de blog, les compétitions auxquelles vous avez participé, y compris le poste de l'information et de la communication de la délégation de l'Union européenne en Guinée où vous êtes en fonction actuellement. A quoi attribuez-vous votre succès ?

Je ne sais pas si on peut appeler ça un succès. Simple-ment, je reconnais avoir une petite notoriété sur les réseaux sociaux et à travers mon blog. Je suis également fier de mon travail à la délégation de l'Union européenne. Je pense que la constance et une certaine rigueur dans le partage des informations permettent d'asseoir la confiance sur Internet. J'agis aussi sous ma propre identité sans anonymat, sans utiliser de surnom. C'est une question de transparence. En général, les

gens ont plus confiance quand ils ont affaire à une personne connue et proche d'eux. Enfin, il y a cet humour dont je parlais. Le récit et l'humour suscitent toujours de l'intérêt.

Vous venez de publier chez L'Harmattan-Guinée votre premier ouvrage. Que peut-on savoir de ce livre ?

Ce livre est un peu la version papier de mon blog "*Ma Guinée plurielle*" (<http://lms.mondoblog.org>). C'est une sélection de 51 billets de blog classés dans six thèmes que j'ai décidés de publier dans un livre ; une manière pour moi de

contribuer à l'événement *Conakry, capitale mondiale du livre*. Les articles qui sont écrits entre 2010 et 2016 parlent de la Guinée dans toute sa diversité. Ce livre est également une manière de montrer que l'Internet ne tue pas forcément le papier. En dépit des apparences, il y a peu de guinéens - comparés à la population totale - qui ont accès à l'Internet. C'est une manière donc de toucher ceux qui ne sont pas connectés.

Dans une de vos publications sur votre compte Facebook, vous avez fait mention de : "J'ai entendu votre appel."

Plusieurs d'entre vous me demandent avec insistance d'écrire un livre ou du moins de rassembler certaines de mes publications dans un livre. C'est fait ! Au regard de votre passion pour l'écriture, ne peut-on pas dire que c'est un projet qui vous tenait à cœur, au-delà de la requête des uns et des autres ?

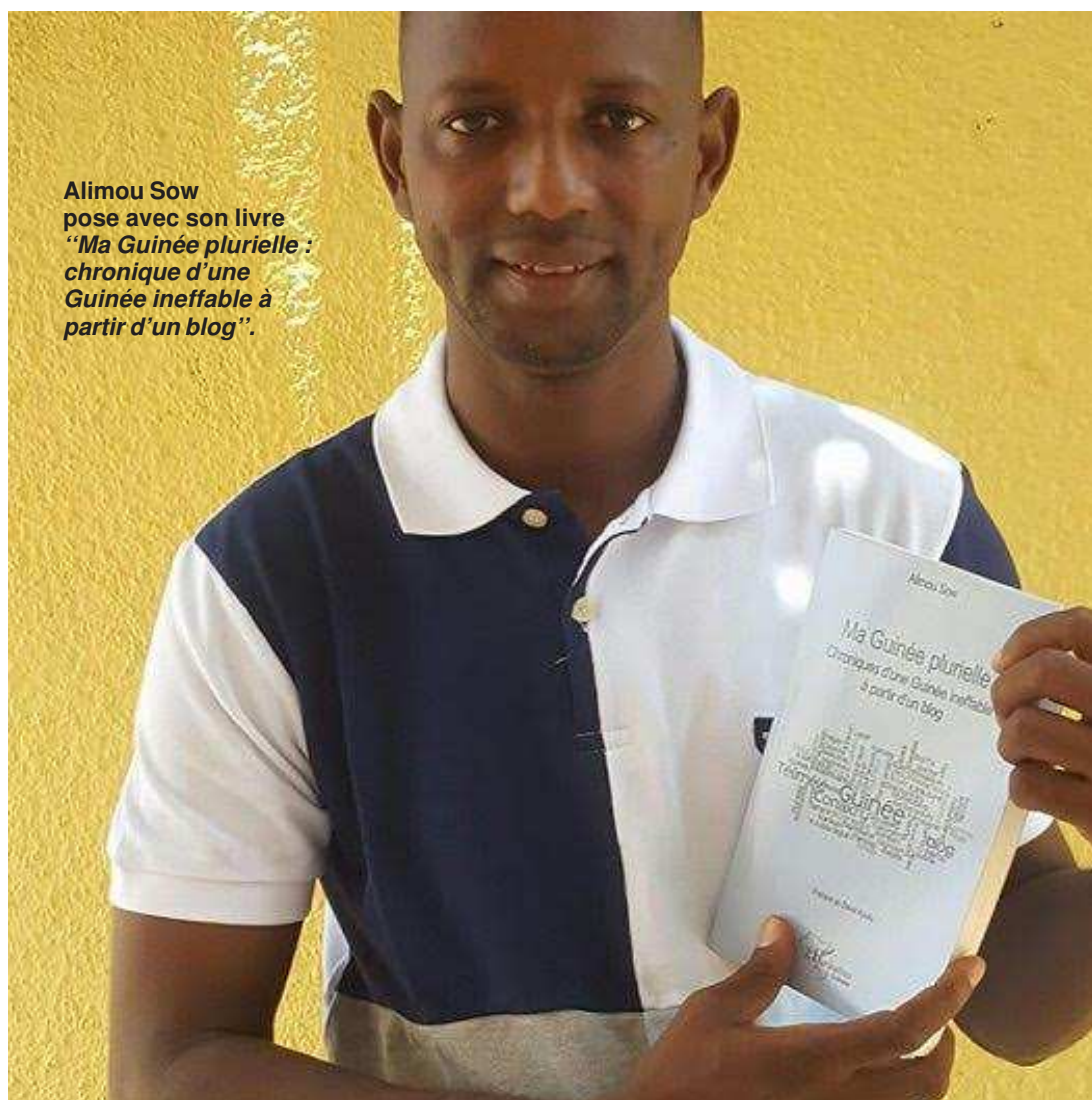
Je dois avouer que j'aime lire et écrire. C'est ma passion depuis mon enfance, à l'école élémentaire. J'écrivais déjà pour moi-même avant l'arrivée de Facebook en Guinée. Puis, j'ai commencé à publier sur ce

réseau social, avant de lancer mon blog en 2010. Si j'aime écrire, cela ne veut pas dire forcément écrire un livre, mais écrire un paragraphe, un texte d'une, de deux ou de six pages sur un sujet qui me tient à cœur. Bien évidemment, j'avais l'intention de faire un bouquin avec mes chroniques. Les suggestions insistantes de mes lecteurs ont tout simplement permis de maintenir la pression et d'accélérer le processus. J'en suis très content et je remercie tous ceux qui me soutiennent et m'encouragent au quotidien.

Dans l'émission "La danse des mots" d'Ivan Amar de RFI qui séjournait à Conakry dans le cadre de la 9e édition des 72H du livre, où vous avez d'ailleurs partagé le plateau avec le Pr Djibril Tamsir Niane, vous annonciez au micro de M. Amar la préparation d'un nouveau livre qui est cette fois-ci dédié à la collecte des proverbes dans les différents dialectes du pays. Pouvez-vous donner plus de détails sur ce projet ?

Effectivement, il y a quelques mois, j'ai publié un proverbe peul (ma langue maternelle), sur mon profil Facebook demandant aux amis d'en faire de même dans leurs langues en commentaires. En quelques minutes seulement, il y avait des dizaines et des dizaines de proverbes dans presque toutes les langues de notre pays. Au vu de l'engouement, j'ai émis l'idée de rassembler une centaine de proverbes et expressions guinéens pour les éditer dans un livre. Proposition qui a immédiatement reçu l'approbation de tous. J'ai déjà constitué une petite équipe de volontaires et nous allons très vite nous mettre au travail afin de sortir le livre. Mais les contributions à ce livre restent ouvertes. Il suffit de me contacter.

Réalisée par
Ahmed Tidiane Diallo



Alimou Sow pose avec son livre "*Ma Guinée plurielle : chronique d'une Guinée ineffable à partir d'un blog*".



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Boubacar Sanso Barry

Journaliste au parcours atypique

Sociologue de formation, devenu journaliste par amour et par passion, ses analyses ont fait sa réputation dans la mediasphère. Du genre timide, attentif, et attentionné, Boubacar Barry n'a pas le « sang chaud », même si le terme a été pour beaucoup dans son surnom « Sanso » en référence à sa soif d'apprendre et de ne pas être logé, lui le handicapé moteur, au rang d'oisifs éternellement assistés.



Boubacar Barry est lauréat de plusieurs prix. Il dirige actuellement le site Ledjely.com



Pour sa mobilité, Barry est régulièrement sur son tricycle ou dans sa voiture.

Boubacar Sanso Barry est une perle rare au sein de la jeune génération de journalistes guinéens. Avec un parcours atypique des plus ordinaires, il a fait l'école primaire et le collège à Maférinyah, dans la préfecture de Forécariah où il a décroché le Brevet d'études du premier cycle (Bepc) en 2000 avant de poser ses valises à Conakry. Là, il est inscrit au lycée Bonfi en Sciences sociales. Ayant décroché avec brio en 2003 le défunt Concours d'accès aux institutions d'enseignement supérieur, Sanso est orienté en Sociologie à l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry d'où il sort avec un diplôme de Maîtrise en 2007. Passionné du journalisme depuis sa tendre enfance, le jeune diplômé, quoique n'ayant pas fait une filière de journa-

lisme à la Fac, a eu pour réflexe de solliciter des entreprises de presse un stage pratique. Ce n'est qu'en septembre 2010 que la chance lui sourira avec Justin Morel Junior, ancien ministre de la Communication et de la culture et co-fondateur du site *Guinee-conakry.info*. Ayant appris que M. Morel était à la recherche d'un rédacteur, Sanso est tout de suite encouragé par un ami qui lui demande d'aller tenter sa chance, parce que convaincu de la capacité rédactionnelle et du sens élevé de discernement et surtout d'analyse du génie de Barry. Sur la base d'un test donc, le jeune Sanso fait prévaloir son potentiel. Et un stage de trois mois lui est tout de suite accordé, et qui débouche peu après sur un emploi en temps plein. L'encadrement de Justin Morel Junior aidant, le jeune

Barry est renforcé dans sa conviction de mener cette profession à laquelle il est fier de s'identifier plus que quiconque aujourd'hui. L'actuel administrateur général du site d'information générale **Ledjely.com** est un tendre époux et père d'un joli garçon de 8 mois. Sobre et modeste, il reste pourtant une référence dans le domaine où il excelle de façon fulgurante. En témoigne la citation régulière d'extraits de certains articles de son médium par ses confrères de RFI dans leur revue de la presse africaine. La pertinence des analyses, la qualité de la rédaction et l'orientation éditoriale de **Ledjely.com** sont autant de facteurs qui militent en cette faveur. Une démarcation que le site a bien su faire dans un pays où foisonnent les sites d'informations. En ce sens qu'il est un des rares

organes de presse guinéens à proposer des analyses authentiques et systématiques de l'actualité nationale et plus loin, hors de la Guinée. Donc, africaine et même internationale. « Un choix que nous assimilons à la nécessaire unité de l'Afrique », justifie Barry, tout souriant. Cependant, le journaliste a sa lecture de l'exercice du journalisme en Guinée. Cette presse qui a connu une profonde mutation ces dernières décennies, due notamment à la libéralisation des ondes et à l'explosion de l'Internet.

« Le ton est désormais plus libre. L'opinion, plurielle. Et l'information, quasi-instantanée. Animée par une nouvelle génération de jeunes très dynamiques, la presse s'efforce jour après jour, de relever les défis qui sont les siens dans la dynamique de la consolidation de la jeune démocratie guinéenne. Une mission dont elle s'acquitte dans un contexte qui exige d'elle plus de qualification et de responsabilité, et dans un environnement socioéconomique qui n'est pas des plus enviables », dresse Sanso Barry en guise de regard, avant d'ajouter que « le défi de la qualification de la presse guinéenne est une tâche commune à tout le monde ».

Atteint d'un handicap qu'il traîne par devers lui depuis à l'âge de 4 ans, Sanso a aussitôt perdu l'usage de ses jambes du fait de la poliomyélite. En dépit des multiples efforts consentis en vain, il ne pourra plus jamais se tenir debout.

Mais ses parents, comme guidés par la Providence, ont investi dans la formation de leur enfant déficient moteur. Des sacrifices qui ont fini par payer. Puisqu'aujourd'hui, de par la qualité de ce qu'il sait bien faire, Sanso Barry force admiration, respect et considération tant dans sa corporation qu'au sein des milliers de lecteurs qui le suivent à travers le monde. Chose qui relativise considérablement son handicap et qui le classe loin à l'écart de l'oisiveté et de la mendicité. Boubacar Sanso Barry compte à son actif plusieurs prix honorifiques et autres distinctions dans son domaine. En décembre 2013, il est gratifié du **1er prix de la presse en ligne** suite au concours pour une meilleure pratique du journalisme en Guinée, organisé par l'APAC-Guinée. Le 23 avril 2014, à l'initiative du Réseau des journalistes économiques de Guinée (Rejeg) appuyé par la Banque mondiale Barry reçoit le **1er prix de la presse en ligne** dans le concours Reporter du développement. Mais aussi le 24 mai 2014, lors de la 4ème nuit du *Djassa d'or*, Sanso Barry est sacré **Meilleur plume et Meilleur journaliste de l'année**. Qu'il est beau, être au rang des meilleurs !

Par Mady Bangoura

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur **Facebook**



cliquez pour entrer dans le réseau
Facebook.com/Le-populaire-conakry



Elie Kamano et Takana Zion fument le calumet de la paix.

Concert-dédicace de l'album **Malaya** *Elie Kamano et Takana Zion en duo*

Décidément, la guerre d'égo qui a souvent opposé les deux icônes du reggae guinéen a fini par trouver son épilogue. Puisque le maréchal et l'enfant prodige du reggae guinéen ont offert un spectacle époustouflant dimanche 14 mai 2017. C'était lors du concert-dédicace de l'album *Malaya* d'Elie Kamano. Vêtu de treillis militaire, **Takana Zion**, a sa présentation sur

scène, a été ovationné par le chaleureux public réuni pour la circonstance, avant qu'**Elie Kamano** ne l'accueille fraternellement dans ses bras. Tonnerre d'applaudissements! La joie est au comble chez les spectateurs qui n'en reviennent pas certains. Parce que dans un passé relativement récent, les deux *reggaemen* s'attaquaient et se contrattaquaient à travers des chansons interposées. Notamment *Soldat de*

Jah, Baré khakhili taré et Gueule de chien.

Autant dire qu'Elie Kamano et Mohamed Mouctar Soumah fument désormais le même calumet: celui de la paix. Le maréchal a lui aussi apporté sa part de rythme au concert-dédicace consacrant les 10 ans de carrière de Takana Zion, vendredi 19 mai au stade de Nongo.

Par Mady Bangoura



REPUBLIQUE DE GUINEE



UNION EUROPEENNE

PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE (PARSS-RSS)

Avis de publication d'un appel d'offre

- Intitulé du marché :** Fourniture et livraison de véhicules, une moto, matériels informatique et bureautique, mobilier de bureau

Conakry

République de Guinée

2. Référence de publication

001/DAO/FOUR/DP1/PARSS-RSS/ 2017

Le Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité (PARSS) en République de Guinée, à travers la régie privée, envisage d'attribuer un marché de fournitures pour 2 véhicules, une moto, du matériel informatique et bureautique, du mobilier et des équipements de bureau à Conakry, financé par le FED.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu à l'adresse suivante : **Immeuble ZEIN, quartier Almamya, 6^{ème} étage, porte 6 D à Conakry du Lundi au Vendredi de 9h à 17h30 mn** et sera également publié sur le site d'EuropeAid: <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>.

La date limite de remise des offres est fixée au **14 juin 2017 à 10h**.

Des informations supplémentaires éventuelles ou des éclaircissements/questions au dossier d'appel d'offres seront publiés sur le site d'EuropeAid :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>.

Journée mondiale contre l'homophobie *Lynchage d'un gay évité de justesse à Conakry*

Pendant que le monde entier célébrait la *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* qui se tient le 17 mai de chaque année, à Conakry, ironie du sort, sur la 5e avenue à Sandervalia, un homme raffiné coiffé de tresses arrive dans une voiture conduite par un de ses compatriotes guinéens en compagnie d'un "homme blanc".

Un gardien d'immeuble intime au conducteur le refus de stationner à l'endroit. Survient une altercation verbale. Une foule se forme. «*Et puis, c'est un p... qui parle ainsi*», lance une voix. «*Et alors?*» réplique

le jeune homme. Il n'en fallait pas. Des furieux lui profèrent des injures et lancent des projectiles sur lui. «*L'homme blanc*» récupère le sac qu'il tenait en bandoulière et disparaît. Le conducteur de la voiture fait de même. Laisant leur ami à la merci des révoltés. Il n'a eu son salut que grâce à la bienveillance d'un intercesseur.

Cet épiphénomène rappelle qu'en Guinée, à Conakry notamment, il existe encore des zones où tout signe extérieur perceptible d'homosexualité est susceptible d'irriter la colère publique et attirer des ennuis. ■



Cellou Dalein Diallo élu vice-président de l'Internationale Libérale

C'est plus d'une centaine de libéraux venus de tous les continents qui se sont donné rendez-vous à Andorre pour célébrer le 70e anniversaire de la création de l'Internationale Libérale et participer au congrès de l'organisation.

Cellou Dalein Diallo, président de l'Ufdg et chef de file de l'opposition guinéenne a été l'objet de tous les honneurs aussi bien de la part des autorités du pays hôte, Andorre, que des organisateurs de cet important événement.

A son arrivée, le président de l'Ufdg a été accueilli par la plus haute autorité de l'Internationale Libérale, son président **Juli Minoves**.

Celui-ci était entouré de nombreuses personnalités du monde libéral dont **Hans Van Baalen**, président d'honneur; **Emil Kirjas**, secrétaire général; **Lord Alderdice** des Libéraux démocrates de l'Angleterre; **Sam Rainsy** du Conseil asiatique des libéraux démocrates (CALD) et **Art Eggleton** du Parti libéral canadien.

Après son entrevue avec ces éminents dirigeants de l'Internationale Libérale, le chef de file de l'opposition guinéenne a participé à une séance de travail qui a réuni les responsables des organisations régionales telles que l'Alliance des libéraux démocrates européens (ALDE), le Réseau libéral africain (RLA), la Fédération

des libéraux arabes (FLA), le Conseil asiatique des libéraux démocrates (CALD).

Aussi, Cellou Dalein Diallo a marqué de sa présence la session de travail organisée par le Comité exécutif de l'Internationale Libérale.

À toutes ces sessions, Cellou Dalein Diallo a brillé par ses interventions et la pertinence de ses propositions.

Dans la soirée, il a été reçu en aparté par **Artur Mas i Gavarró**, le 129e président du gouvernement Catalan.

La journée du vendredi 19 mai 2017 a été consacrée aux travaux du Congrès.

Samedi 20 mai 2017, Diallo a été élu vice-président du bureau exécutif composé de 10 personnes dont 2 africains.

Précédemment, Cellou Dalein Diallo partageait le poste de vice-président honoraire avec le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara.

Le Congrès du 70ème anniversaire s'est déroulé du mercredi 17 au dimanche 21 mai 2017 en Andorre.

L'Internationale libérale représente une fédération mondiale des partis politiques libéraux et radicaux (sociaux-libéraux) du monde entier, fondée en 1947 sous l'appellation *Union mondiale des partis libéraux*. Cette association a actuellement son siège à Londres.

(Avec La Cellule Com de l'UFDG, depuis Andorre)

Les Etats-Unis soutiennent la cohésion sociale et la paix en Guinée

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre les Etats-Unis et la République de Guinée, l'Ambassadeur Dennis Hankins a l'honneur d'annoncer la mise en œuvre du projet portant sur la prévention et la gestion des conflits à travers le dialogue, la réconciliation et la consolidation de la paix.

A cet effet, le gouvernement américain à travers l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), a lancé le projet dénommé **"Cohésion Culturelle pour la Paix et la Prospérité (2C2P)"**.

La cérémonie a eu lieu le mercredi 17 mai 2017 au Palais du peuple sous l'égide de la Directrice de l'USAID **Barbara Dickerson** et du gouvernement Guinéen, et en présence des partenaires de mise en œuvre du projet que



sont Catholic Relief Services (CRS), Organisation Catholique pour la Promotion Humaine (OCPH), et West African Network for Peace-building (WANEP).

Le projet 2C2P qui durera deux ans permettra de renforcer le développement d'une culture de la cohésion sociale et de la

paix dans sept communautés – trois communes à Conakry (Matam, Matoto et Ratoma) et quatre préfectures de la Haute Guinée (Kankan, Siguiri, Kouroussa et Dinguiraye). ■

Par l'ambassade des Etats-Unis en Guinée

Vers un début du ramadan agité à Conakry Syndicat et patronat des banques peinent à accorder leurs violons

Un accord est toujours incertain avec l'Apb - le patronat des banques - pourtant la Fésabag entame cette semaine cruciale avec la ferme conviction d'annoncer la date de la probable grève ce 22 mai à minuit. Mais aux dernières nouvelles, ils sont sensés trouver un accord à l'issue du dernier round des négociations prévu ce lundi, alors que la date du début du ramadan pourrait être fixée le weekend.



Le syndicaliste Abdoulaye Sow séreïn et confiant. Photo: AMD.

La situation est critique dans le secteur bancaire guinéen. Les travailleurs réclament un meilleur traitement et une amélioration des conditions de vie. L'attitude insouciance des patrons des banques irritent le personnel qui promet d'en découdre avec eux.

Suite au préavis de grève lancé le 8 mai 2017, des négociations ont été entamées, sous la médiation de la Banque centrale et de l'Inspection générale du travail, entre la Fédération syndicale autonome des banques, assurances et micro-finances de Guinée (Fésabag)

et l'Association professionnelle des banques (Apb).

Jusqu'à la dernière réunion du vendredi 19 mai, aucune entente n'avait été trouvée. Les protagonistes campaient sur leurs positions.

Dans l'après-midi du samedi 20 mai, le secrétaire général de la Fésabag déclarait que *«les négociations sont tendues et on ne sait pas comment ça va se terminer»*.

Toutefois, assurait **Abdoulaye Sow**, les négociations vont continuer jusqu'à l'expiration du préavis de grève lundi 22 mai à minuit. *«En fonction de l'évo-*

lution des négociations, nous tirerons les conclusions. Au cas où on ne s'entendrait pas, on déposera un avis de grève et on ira en grève. Ce sera une interruption totale du travail. Car, les banques resteront fermées entièrement. Ce sera une grève générale illimitée jusqu'à la satisfaction de nos légitimes revendications», assure M. Sow.

En dépit de son affiliation à la Fésabag, la Banque centrale n'est pas concernée par le mouvement en vue.

Les revendications

Dans le préavis, le syndicat fait état de 11 réclamations. Notamment: le relèvement du niveau général des salaires du personnel, la mise en place d'une retraite complémentaire permettant aux retraités de bénéficier d'une pension, la prise en charge des frais d'évacuation sanitaire des employés, de leurs enfants et conjoint(e)s. Ainsi que la revalorisation des primes, indemnités et allocations, mais aussi l'instauration de nouvelles primes, de la revalorisation des indemnités de départ à la retraite et de l'application correcte et intégrale de la Convention collective de 2004. A propos des nouvelles primes, les syndiqués tiennent surtout à l'instauration du 14e mois, puisque le 13e est désormais une tradition, ainsi que les primés liées à la célébration des fêtes notamment celles de la monnaie et de pâques. La non-satisfaction de ces revendications mènera à une grève générale illimitée dans le secteur des banques, assurances et micro-finances.

Par Abdoul Malick Diallo

Lutte contre les maladies infectieuses dangereuses

La Fédération de Russie et Rusal offrent un lot de consommables médicaux à la Guinée



La Fédération de Russie avec l'appui de Rusal vient d'offrir des consommables et des médicaments au laboratoire de diagnostic des infections dangereuses à l'hôpital de Rusal de Kindia, et un autre lot de consommables destiné à un hôpital qui sera choisi par les autorités sanitaires. La remise d'un échantillon de ce lot a eu lieu ce mardi 16 mai 2017 à Conakry, en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie, du représentant de RUSAL en Guinée et d'un représentant du ministère guinéen de l'enseignement supérieur, rapporte un reporter de Guineematin.com qui a suivi la cérémonie.

Dans son discours, Pavel Vassiliev, le représentant de la compagnie RUSAL en Guinée, a commencé par rappeler l'appui apporté à la Guinée par la Russie et sa société au cours de la période d'Ebola. Ensuite, monsieur Vassiliev a dit que *«la signature d'aujourd'hui va consacrer la remise d'un dont qui est composé de médicaments et de l'aide humanitaire qui servira au peuple guinéen. Cela va aider à la recherche avec des technologies plus modernes. C'est le Fonds RUSAL/Guinée qui fait une contribution importante pour le développement du partenariat entre la Russie et la Guinée sur le plan scientifique. Cela concerne la médecine, la Biologie et l'accord d'aujourd'hui va consolider ces relations, il a par ailleurs dit que les résultats de recherches qui seront de ce laboratoire seront utilisés à part égale par la Guinée et la Russie, car ce sera le fruit des efforts des scientifiques guinéens et Russe»*, a laissé entendre monsieur Vassiliev.

En réponse, le représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

scientifique, le Professeur Mamadou Yéro Boiro, a dit toute sa satisfaction devant ce geste des partenaires Russes. Pour lui *«RUSAL est devenu un des acteurs importants dans les domaines aussi bien sanitaires que sociaux en Guinée. En recevant aujourd'hui ce don, je promets ici solennellement que ces consommables, ce laboratoire guinéo-russe, sera géré avec toutes les exigences requises»*, a rassuré le directeur général de l'Institut de Recherche en Biologie Appliquée de Guinée (IRBAG). Pour son excellence Alexandre Bregadze, ambassadeur plénipotentiaire de la Fédération de Russie en Guinée, *«la journée d'aujourd'hui prouve le bon état de santé de notre coopération. Je me réjouis de cette bonne dynamique dans le domaine de la santé, qui s'est surtout créée ces dernières années entre nos deux pays. La survenue en Guinée de l'épidémie d'Ebola nous a donnée le courage et de la volonté de nous battre ensemble contre cette épidémie. Mais, comme le prouvent les événements aujourd'hui, surtout en République Démocratique du Congo, Ebola n'est pas combattu définitivement. On a une grande expérience pour la combattre rapidement. Le laboratoire qui fonctionne maintenant à Kindia, grâce à la coopération Russo-guinéenne avec une forte implication de Rusal, nous rassure qu'on va combattre Ebola partout, on va combattre d'autres épidémies que la nature nous prépare»*, a promis le diplomate Russe. La cérémonie a pris fin par la signature d'un accord de remise suivi d'une remise symbolique d'un échantillon entre l'Ambassadeur de la Fédération de Russie et le Directeur Général de l'IRBAG. ■



Dalein, l'homme à abattre

La présidentielle de 2020 semble sonner le glas de la carrière de maints acteurs politiques guinéens. Après avoir «naïvement» accepté de perdre en 2010 et en 2015, Cellou Dalein reste plus que jamais proche de briguer la magistrature suprême. Pour matérialiser ce penchant, il lui faudra d'abord, empêcher Alpha Condé de se représenter pour un 3e mandat et montrer sa hargne de vaincre et sa détermination à ne laisser aucune chance aux autres concurrents. On peut affirmer en paraphrasant **Voltaire** dans *Zadig* que «*le malheur de Cellou Dalein Diallo vient de son mérite, de son bonheur même*». D'ailleurs, lui-même dit avoir toujours eu la chance de travailler pour l'administration depuis qu'il a terminé ses études. Et d'appartenir à plusieurs gouvernement en qualité de ministre de l'Équipement, des Travaux publics, des Transports, de la Pêche, pendant plus d'une décennie. Cette ascension fulgurante l'a conduit jusqu'au Premier ministre. Après son départ du gouvernement, Cellou Dalein Diallo se lance en politique en intégrant l'UFGD par l'entremise de feu le doyen Ba Mamadou. Le novice commence à susciter l'engouement autour de lui et faire de son parti l'un des plus importants du pays. Débute alors les campagnes de dénigrement contre sa supposée implication dans des malversations financières durant ses différents ministères. La chasse aux sorcières est déclenchée contre lui. Tantôt, il est présenté comme celui qui a liquidé *Air Guinée*, les rails de Conakry-Kankan ou alors présenté comme étant le plus grand investisseur étranger à Dakar. A l'arrivée du CNDD au pouvoir en 2008 à la suite de la mort du

général Lansana Conté, certains politiciens encouragent le **capitaine Dadis Camara** à le confondre dans ses *dadishows* au camp Alpha Yaya Diallo. Que dalle! Il faudra attendre au lendemain du massacre du 28 septembre 2009 pour comprendre les motifs de cette cabale. Le chef de la junte révèle alors qu'il avait reçu des injonctions notamment d'**Alpha Condé** et de **François Loucény Fall**. «*Ils m'ont dit que si je n'arrêtais pas Cellou qu'ils n'allaient pas travailler avec moi*», assure Dadis Camara dans une vidéo disponible encore sur Internet. Malgré toutes ces tentatives de déstabilisation et les campagnes d'intoxication, le président de l'Ufdg remporte largement le premier tour de la présidentielle de 2010 avec **43,69 %** des voix contre **18,25 %** pour **Alpha Condé**. Toutefois, il perdra, 4 mois plus tard, au second tour malgré son alliance avec **Sidya Touré** arrivé 3e avec **13,02 %**. Entre 2010 et 2013, l'Ufdg enregistre plus de **60 morts** pendant des manifestations politiques pour réclamer la tenue des élections législatives et communales. Et *bis repetita placent*! En 2015, «*naïvement*», Cellou Dalein Diallo facilite une seconde fois l'élection d'Alpha Condé pour un second mandat. Depuis, la classe politique ne cesse de se recomposer. L'Ufr considérée jusque-là comme la 2e formation politique de l'opposition rejoint la mouvance présidentielle et devient l'adversaire farouche du principal parti d'opposition. On assiste régulièrement à des attaques par médias interposés entre Sidya Touré et Cellou Dalein Diallo.

Budget du chef de file de l'opposition

Après avoir échoué avec *Air Guinée*, les rails, sa résidence de *Dixinn*, etc., les adversaires politiques de Diallo trouvent une autre astuce pour le salir. Ils inventent alors de toutes pièces la fameuse affaire de **500 millions de FG** que le chef de file de l'opposition perçoit par mois. Inconsciemment et par manque de stratégie, l'Ufdg tombe dans le piège à force de vouloir se justifier. Dans le paysage politique actuel, sauf renversement de la situation, Cellou Dalein Diallo est le mieux placé pour succéder à Alpha Condé. Les élections communales et législatives constituent les premiers défis à surmonter. Et les perdre constituerait un mauvais présage pour l'Ufdg lors de la présidentielle de 2020.

Par **Abdoul Malick Diallo**

Rafiou Sow sort indemne d'un accident de la route à Nongo



Pour le moment, aucun lien n'a encore été fait entre ses prises de positions politiques et l'accident survenu samedi. Photo: DR.



Le président du PRP, Rafiou Sow. Photo: DR.

Le président du PRP, Rafiou Sow, a été victime d'un accident de la route, samedi 13 mai 2017 aux environs de 12h à Conakry. Selon le communiqué publié à cette occasion par la Cellule communication du parti, le jeune leader a été renversé par un taxi-motard sur la transversale n°3 de Conakry longeant le stade de Nongo. Sous le choc et se plaignant de douleurs au pied droit et de brûlures à l'avant-bras droit provoquées par le contact brutal avec la chaussée, Rafiou Sow a été admis dans un centre hospitalier. Les médecins ont détecté une fracture au niveau du péroné droit et l'ont pris immédiatement en soins d'urgence. Après des heures, Sow a été conduit à son domicile de Kipé en banlieue de Conakry où il reçoit actuellement messages, parents, amis, militants, sympathisants et alliés. ■

Sur l'Axe de la démocratie, Merena veut fédérer les actions des ONG juvéniles



Ces jeunes veulent prendre leur destin en main. Photo: DR

Depuis bien des ans, l'axe Hamdallaye-Kagbélen est cité en exemple en premier chef dans le processus de démocratisation en République de Guinée, notamment à travers sa vaillante population armée de courage et de détermination à participer activement à l'ensemble des processus ayant abouti aux changements intervenus au pays ces dernières années. Ce qui lui a d'ailleurs valu l'appellation de «*L'axe de la démocratie*». Malgré ces innombrables sacrifices, l'axe est aujourd'hui soumis à de rudes épreuves caractérisées essentiellement par des instrumentalisations causant des psychoses et des réticences au sein de cette population. C'est ce qu'a révélé vendredi 19 mai à Conakry une organisation faïtière de

plusieurs dizaines d'associations juvéniles qui ont décidé désormais de fédérer leurs actions autour d'une plateforme appelée *Mouvement d'émancipation pour la renaissance nationale (Merena)*, une structure qui se veut nationale et qui entend œuvrer pour l'émancipation et l'insertion socioprofessionnelle d'une jeunesse désœuvrée en proie à de la précarité et au chômage. «*Conscient de cet état de fait, le Merena fait appel à toutes les organisations de jeunesse autour de cette plateforme pour une synergie d'actions. Dans ce même ordre d'idée, nous faisons appel à la conscience de la jeunesse afin de refuser de céder à la tentation et de tout faire pour rester mobilisée contre toutes formes de manipu-*

lations», a invité le secrétaire général de la plateforme, **Mamadou Barry**. Selon lui, la structure n'a rien de politique. Barry et ses camarades envisagent d'étendre leurs activités sur les autres communes de Conakry avant de se prolonger sur l'arrière-pays. Fort de l'engagement de ses membres, le Merena compte réussir cette mission sans l'apport des politiques. Tout de même, il reste ouvert à toute collaboration éventuelle allant dans le sens du combat qu'il a décidé de mener pour le bien-être de la jeunesse guinéenne sans exclusive.

Par **Mady Bangoura**

Sagesse

■ Fils de pasteur qui arrive dans ce monde, tu apprends 3 choses des 3 trois combats de ta vie avant de rejoindre Dieu Soleil : la première te permet de rehausser ton bonheur d'enfant et ta joie de vivre heureux dans ce monde où après Dieu Soleil tu es le maître de ta vie. La seconde te laisse acquérir de toi-même l'expérience de vivre sans ceux qui avaient appris à te donner du lait matin et soir, à te couvrir de bonheur et de joie de vivre auprès d'eux...

Bintou Condé, l'humaniste

Elle était jusque-là méconnue dans son pays en dépit de ses actions humanitaires. Mais par son courage et sa persévérance, **Bintou Condé** a été sacrée **Meilleure femme de l'année 2016 en Guinée** par *Gnoma Magazine*.

Pour célébrer son sacre, la fondatrice de l'ONG *Les petits anges de Guinée* a organisé dans la soirée du 16 mai 2017, un cocktail dans un réceptif hôtelier de la place.

Pour avoir été reconnue pour ses actions humanitaires dans son propre pays, **Mme Bintou Condé** s'estime «la plus heureuse» du monde.

«J'ai eu deux prix en Belgique. Le premier prix m'a été décerné

par l'Union des femmes africaines de Belgique. Le second, par la jeunesse de Belgique. Mais, le prix "Femme de l'année 2016-2017" que j'ai eu dans mon pays est le plus satisfaisant pour moi. Parce qu'être reconnu par les siens, dans son pays est le plus beau des cadeaux qu'on peut avoir.»

C'est en 2011 que Mme Condé s'engage dans l'humanitaire. Avec son ONG, elle assiste les enfants démunis. Depuis, elle coopte des marraines en Europe, plus précisément en Belgique où elle réside pour la collecte des fonds.

«Les marraines paient entre 400 et 450 euros par an. Nous avons déjà des orphelinats que nous assistons. Il y en a déjà



quelques-uns à Boffa où les enfants sont en internat, nourris et logés. Ce qui me fait plaisir, c'est de voir pour la première fois des guinéennes devenir des marraines de mon ONG. J'ai 3 femmes qui veulent marrainer les enfants. J'ai ouvert également des centres d'informatique dans certains lycées de Conakry».

A l'occasion du mois de juin consacré à la promotion de l'enfance, dame Condé compte secourir encore plus d'enfants: «J'ai encore le reste du contenu de jouets, d'habits et d'autres dons que nous allons partager aux enfants».

Par Abdoul Malick Diallo

Le SIHACO 2017 a tenu ses promesses

Avec la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur de la 2e édition, le rendez-vous annuel des acteurs et promoteurs de l'habitat et de la construction a réussi à battre le record de 10.000 visiteurs.

Retour sur l'événement.

C'est un rendez-vous gagné pour les acteurs de l'habitat et de la construction guinéens.

La 2e édition du Salon international de l'habitat et de la construction (Sihaco) tenue du jeudi 18 au lundi 22 mai au Palais du Peuple à Conakry, avec la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur, a tenu ses promesses en termes de qualité d'animation professionnelle, d'échanges entre décideurs, et de nombre de visiteurs.

Les quatre jours du déroulé de l'événement ont été mis à profit pour réunir autour de la table, représentants de l'Etat, du pays invité d'honneur et plusieurs acteurs du secteur. Avec l'aide

d'experts et de spécialistes, participants et observateurs, chacun, en ce qui le concerne, a trouvé l'occasion opportune de présenter des opportunités d'affaires, de collaboration, de

partenariat, d'échange d'expérience mais aussi de savoir-faire.

Les pros du métier ont étalé les opportunités à saisir par tout investisseur désireux de participer à financer ou à s'associer à la réalisation de projets de promotion ou de construction d'ouvrages et d'édifices en Guinée.

Si la rencontre de cette année a enregistré un grand nombre de visiteurs, notamment des prestataires du secteur du BTP, c'est aussi grâce au choix du thème de l'édition *Ensemble pour éradiquer les taudis pour*

un développement durable. C'est une réalité. Le pays est en chantier, mais il a plus que jamais besoin de se fixer dans l'architecture des textes et dans les projets innovants de l'habitat.

Le ministère de la Ville de l'aménagement du territoire, ainsi que ceux des Travaux publics et de l'Environnement, font de leur mieux pour répondre aux attentes formulées par les organisations intermédiaires comme les chambres professionnelles, les patronats et les ordres.

Succès

Le Sihaco 2017 a permis au ministre **Loucény Camara** en charge de la Ville, de l'habitat et de l'aménagement, d'indiquer la voie que le pays souhaite suivre pour devenir un exemple dans la transformation de son habitat de fortune en habitat mieux adapté aux standards actuels. Citant en exemple la Côte d'Ivoire et la Guinée, il a dit que c'est la même maison de plusieurs

chambres. «Les chambres ne ressemblent pas par leur aménagement. Parce qu'aujourd'hui, la Côte d'Ivoire est en avance dans les domaines de la construction et de l'aménagement immobilier.»

D'où tout le sens de l'invitation faite à la Côte d'Ivoire à cette 2e édition du Sihaco. C'est une manière d'apprendre à rattraper son retard en ouvrant davantage ses portes aux opérateurs économiques ivoiriens et du reste de l'Afrique.

C'est en cela que le Sihaco peut se targuer d'avoir atteint l'un de ses objectifs qui est de mettre à la disposition des acteurs du secteur une interface d'exposition, d'échange, de communication et de diffusion de savoir-faire, si cher à l'initiateur de cet événement annuel, **Malick Koly**, par ailleurs, directeur d'Axe Expansion avec pour ambition de drainer plus d'acteurs du monde de l'habitat en Guinée en vue d'une meilleure valorisation du savoir-faire dans les BTP.

Par Abdoul Malick Diallo



Avec pour slogan *Bâtir un cadre de vie moderne*, le Sihaco 2017 a été un rendez-vous d'échanges et de propositions d'affaires.

Ibrahima Kalil Kaba, une compétence appréciée et félicitée par le Washington Post

Discret, sérieux, rigoureux, intelligent et intellectuel, le directeur de cabinet de la Présidence de la République de Guinée est le creuset, bref le résumé de tous les talents qu'on peut admirer chez un administrateur.

C'est du moins le constat fait par d'autres regards critiques, médusés, projetés de par le monde sur lui, notamment du *Washington Post*. Il s'agit de l'un

des plus grands journaux au monde basé aux USA.

Ibrahima Kalil Kaba, j'allais dire le **Dr Ibrahima Kalil Kaba**, pour ne pas lésiner sur ses qualités et ses titres qu'il collectionne à foison, est cité par le très sérieux et grand journal américain le *Washington Post* comme étant l'un des jeunes africains les plus prometteurs de la décennie 2020-2030. Ils sont d'ailleurs deux jeunes, dont les compé-

tences qui sont sans égal sur le continent d'après le journal, font d'eux, des personnes de leur génération d'âge les plus prometteuses, donc des relèves pour une Afrique dynamique portée sur le développement.

Cela ne devrait pas passer sous silence, car il s'agit d'un guinéen, chauvin, foncièrement attachant et attaché aux valeurs du pays.

Ibrahima Kalil Kaba est aussi ce rare guinéen, diplômé des grandes institutions d'enseignement supérieur du pays de l'oncle Sam.

Tout jeune, il y est parti dans l'espoir de revenir avec un background qui lui permettra d'être utile et serviable à son pays. Il l'a bien réussi, car il est revenu la tête bien faite.

Pour ces deux qualités qui ont été son rêve de gamin, le



Dr Ibrahima Kalil Kaba.
Photo: DR.

maninkamory pour ses origines kankanaises qu'il ne renie pas, mais dont il est fier et auxquelles il est fondamentalement attaché sans faire abstraction au rôle de service avec parcimonie de la nation, trace son chemin à l'ombre de son mentor, le président **Alpha Condé**.

Ses actes le suivent et le distinguent bien des autres.

D'abord, chef de cabinet civil à la Présidence, puis directeur de cabinet dans la même institution, aujourd'hui IKK, par cette distinction, justifie la confiance en lui placée par le chef de l'Etat. De par sa gestion et d'autres qualités connues et non connues, le jeune suit le chemin de son destin aux côtés d'un président à qui il a juré fidélité et disponibilité. ■



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail - Solidarité
Conakry, le 13 mai 2017

Le Ministre

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Ministère de la culture, de Sports et du Patrimoine Historique

AON N°004/CAB/MCSPH/PRMP/2017

Le Ministère de culture, des Sports et du Patrimoine Historique a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2017 des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de Travaux d'Aménagement du stade Kabinet Kouyaté de Matoto en LOT UNIQUE. Ces travaux seront effectués au Cabinet du Ministère de la Culture, des Sports et du Patrimoine Historique, dans un délai d'exécution de Six (6) mois.

Le Ministère de la Culture, des Sports et du Patrimoine Historique sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour exécuter ces travaux en un Lot Unique. Aucune offre par variante ne sera prise en considération.

La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère de la Culture, des Sports et du Patrimoine Historique à la Personne Responsable des Marchés Publics (Monsieur Lamine Fanta TRAORE, tél : 628 34 60 16 / 657 373 711 / Email : lamineftraore@yahoo.fr) ou au Service National de Infrastructures Culturelles et Sportives Tel : 669 03 21 73 / 660 94 40 52 prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Ministère de la Culture des Sports et du Patrimoine Historique, Rez-de-chaussée Immeuble Sankara Derrière l'Agence principale d'Ecobank, quartier Sandervalia, C/Kaloum, du lundi au Jeudi de 8h 00 à 16 H et les vendredis de 8h à 13h.

Les exigences en matière de qualifications sont : (Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées).

Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après Personne Responsable des marchés public à compter du mardi 16 MAI 2017 contre un paiement non remboursable de un million (1 000 000) de francs guinéens.

La méthode de paiement sera comme suit :

-30 % du montant versé au compte de l'ARMP et,
-70% au trésor public.

Le document d'APPEL d'Offres sera immédiatement remis aux candidats après présentations des reçus de virement.

Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après : Direction Nationale des Marchés Publics au plus tard le 14 juin 2017 à 10 heures 30 mn. Les Offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des soumissionnaires qui désireront participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse :

Direction Nationale des Marchés Publics, sise à l'Immeuble Kanfarandé 3ème étage au quartier Coronthe commune de Kaloum, Conakry-R2publique de Guinée le 14 juin 2017 à 11 heures 00.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de quatre-vingt-douze millions (92.000.000) Francs Guinéens. Cette garantie doit demeurer valide pendant trente (30) après l'expiration de la durée de la durée de l'offre.

Les offres devront demeurer valide s pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

P. Le Ministre P.O
Le secrétaire Général
Fodéba Isto KEIRA

Relance de l'usine Friguia: Le ministre Magassouba apprécie les travaux de Rusal...



C'est une bonne nouvelle pour les populations de la ville de Fria et des employés de Rusal ! Le géant minier Rusal dans la perspective de la relance des activités de production de la première usine d'Alumine en Afrique a invité le ministre des Mines et de la Géologie ce samedi 20 Mai 2017, à une visite de terrain dans les locaux de cette compagnie pour tâter l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de ces installations, a constaté Africaguinee.com.

Abdoulaye Magassouba, Ministre guinéen des Mines et de la Géologie, à la tête d'une forte délégation après une visite guidée dans les locaux de cette entreprise s'est félicité du travail abattu par les équipes de réhabilitation de cette usine qui est à l'arrêt depuis plus de cinq années. Selon le ministre, l'équipe qui a été mise en place par Rusal, travaille avec sérieux. " Compte tenu de l'état l'avancement des travaux, nous n'avons aucune inquiétude quant au respect des délais. Aujourd'hui, nous avons 850 personnes qui sont employés ici avec plus de 95% de Guinéens et grâce au travail abattu par ces équipes-là, nous sommes aujourd'hui à 35 % d'avancement dans la réhabilitation de l'usine. Les engagements qui ont été pris par la société Rusal sont en cours d'être respectés et ils nous ont garantis qu'ils seront dans les délais pour la mise en route de

l'usine avant la fin du premier trimestre 2018" a rassuré le ministre le ministre des mines et de la géologie.

Aux dires du ministre qui a relevé certaines difficultés dans l'exécution de certains travaux dont la relance du chemin de fer et la sensibilisation des personnes riveraines, une commission a été déjà mise en place pour régler cet épineux problème.

"Le plus grand défi, se situe au niveau du chemin de fer. Déjà, il faut préciser que des missions de terrain pour la sensibilisation des communautés riveraines du chemin de fer sont en cours. Ce travail va continuer dès la semaine prochaine, une équipe va se rendre sur le terrain jusqu'au niveau des différentes communautés pour poursuivre la sensibilisation. de ce côté, c'est à l'Etat de fournir des efforts nécessaires pour que des déchets ne soient pas déposés par les populations riveraines sur l'emprise du chemin de fer. Mais le travail avance dans de bonnes conditions. Aujourd'hui, ils sont à 46 km de Conakry et le travail avance aussi dans de bonnes conditions à l'exception de cette question de déchets au niveau de l'emprise du chemin de fer, mais nous allons y travailler ensemble avec Rusal. Dès la semaine prochaine une équipe ira pour poursuivre cette opération de sensibilisation au niveau des autorités locales aussi pour que nous nous

assurions aussi qu'il n'y a aucun obstacle à la mise en route de l'usine dans le délai" a indiqué Abdoulaye Magassouba.

Pavel Vassiliev, représentant de Rusal en Afrique, a quant à lui indiqué avoir passé un examen devant le ministre et a promis de relancer l'usine de Fria avec 650.000 tonnes de production en avril 2018.

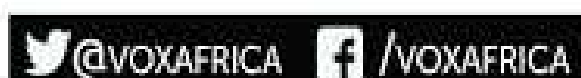
"Aujourd'hui on a passé un grand examen (...).Le ministre des Mines et de la Géologie nous rend visite aujourd'hui pour faire l'évaluation de l'avancement des travaux pour la relance de l'usine. Nous avons rendu compte à monsieur le ministre que nous sommes en train de respecter le délai et que nous sommes dans le temps. Nous l'avons rassuré qu'on relancerait l'usine avec 650.000 tonnes de production en avril 2018. C'est en collaboration qu'on mène les travaux de réhabilitation de l'usine avec le ministère des Mines et nous rendons compte régulièrement au ministre. Ceci est notre projet commun avec la Guinée et pour démontrer qu'on est toujours ensemble. Nous recevons le soutien et nous sommes assistés de façon permanente et exécutons les consignes et recommandations qui nous sont données par le ministre. Nous espérons que l'examen d'aujourd'hui, nous l'avons passé avec brillance " s'est félicité le représentant de Rusal en Afrique. ●



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE





6340 Quadrangle Drive, Suite 200
Chapel Hill, North Carolina 27517
United States

Phone: 919-313-9100
Fax: 919-313-9108
Email: intrahealth@intrahealth.org

1776 Eye Street, NW
Washington, DC 20036
United States

Phone: 202-407-9432
Fax: 202-296-3129

Termes de Reference Consultant

Projet « Renforcement de l'Engagement de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale en Afrique de l'Ouest » Plus (CS4FP Plus Royaume des Pays-Bas)

Coordinateur du Pays

Contexte

Le projet de *Renforcement de l'Engagement de la Société Civile dans le Repositionnement de la Planification Familiale en Afrique de l'Ouest Plus* (CS4FP Plus) est un projet initié par IntraHealth et financé par la fondation William et Flora Hewlett pour une période de 2 ans. Il couvre le Bénin, le Sénégal, le Mali, le Niger et le Burkina Faso et vise à accroître l'engagement des autorités et des partenaires vis-à-vis de la planification familiale, un levier du développement économique et social. Le projet qui s'inscrit dans la suite des conférences d'Ouaga et Saly sur la planification familiale vise, de par les actions de plaidoyer portées par les OSC, à accroître l'accès des populations aux services de PF.

Ainsi donc, les efforts entamés entre Octobre 2011 et Décembre 2016 (phase 1 et phase 2) dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du projet CS4FP ont permis d'arriver aux résultats ci-après dans les 3 premiers Pays que sont le Bénin, le Mali et le Sénégal, puis au Burkina Faso et au Niger :

- *La mise en place de coalitions des organisations de la société civile engagées dans la promotion de la PF ;*
- *La formation d'une masse d'acteurs engagés dans la PF en TIC, media sociaux en faveur de la promotion de la PF ;*
- *La formation des acteurs clefs en techniques de production et de montage vidéo en matière de PF ;*
- *La conception d'un logo, d'un site web, d'un blog et des pages sur Facebook, Twitter et Youtube visant à promouvoir des échanges interactifs sur la PF dans les Pays et entre Pays*
- *L'organisation des concours de vidéos et de poésies sur la PF ;*
- *La réalisation d'études d'évaluation rapide sur la PF ;*
- *L'organisation de trois ateliers régionaux interpays (2013 et 2016 à Dakar, et 2014 à Bamako) sur la PF avec une participation des OSC et des Gouvernements des Pays ;*
- *La mise en place d'une plateforme communautaire d'échanges sur la PF ;*
- *La participation des OSC aux campagnes nationales de promotion de la PF ainsi qu'au processus d'élaboration et de validation du plan d'action national de PF ;*
- *Le plaidoyer politique et institutionnel en faveur de la PF ;*

- *Et au renforcement du partenariat avec les structures des gouvernements et les PTFs en matière de PF.*
- *La formation des Jeunes ambassadeurs en TICs et Utilisation des médias sociaux.*

Disséminer les meilleures pratiques, les leçons apprises et les progrès fait par les coalitions d'OSC pour contribuer aux Plan d'Action Nationaux Budgétisés pour la PF

- *Le soutien d'objectifs de plaidoyer développés par les Coalitions d'OSCPF.*
- *Le soutien au renforcement institutionnel de la coalition régionale avec la tenue de la première Assemble Générale de la Coalition Régionale des OSC PF.*
- *Le plaidoyer auprès des religieux pour une meilleure compréhension des fidèles.*
- *L'institution de la campagne Saint Valentin sans Grossesses non désirées, dans les pays et animées par les Jeunes Ambassadeurs de la SR/PF.*

Pour la nouvelle phase de prolongation 2017-2019 qui suit celle de Janvier 2015 à Décembre 2016, l'appui du Consultant Coordinateur Pays du Projet au ...Pays..., **en plus de ses activités administratives et financières**, aidera la coalition des OSC/PF et la Direction en charge des questions de SR/PF à faciliter la mise en œuvre des stratégies inscrites dans le plan d'action du projet contribuant à l'atteinte des objectifs du plan d'action national PF du pays, et qui sont entre autres :

1. La mise en place et renforcement des capacités des coalitions d'OSC pour une bonne gouvernance, la mobilisation des ressources et le plaidoyer pour un environnement favorable à la SR-PF.
2. Le renforcement des capacités des coalitions d'OSC à engager le secteur privé à soutenir le partenariat public-privé pour la promotion et l'accessibilité aux services de PF en intégrant la prévention du VIH/SIDA.
3. L'établissement et le renforcement de partenariats dynamiques et d'un cadre de dialogue et de consultation entre les acteurs du PO y compris les coalitions d'OSC, les gouvernements et les donateurs.
4. Le renforcement/la mise en place du réseau des Jeunes Ambassadeurs SR/PF.
5. Le soutien aux gouvernements pour la mise œuvre de programmes d'Education Complète à la Sexualité (ECS) en milieu scolaire et non scolaire.
6. Le soutien aux gouvernements et au secteur privé pour la disponibilité de Services de SR/PF Adaptés aux besoins des Jeunes (SAJ).
7. Le renforcement de capacité des leaders religieux en SR/PF, pour plus d'engagement dans des discussions de groupe afin d'assurer l'inclusion de leurs priorités dans la prochaine génération de Plan d'Action Nationaux Budgétisés pour la PF.
8. La mise en place d'une cartographie dynamique des coalitions et des OSC actifs dans mise en œuvre des actions de PF.
9. La dissémination des meilleures pratiques, des leçons apprises et des progrès fait par les coalitions d'OSC pour contribuer aux Plan d'Action Nationaux Budgétisés pour la PF

Ainsi, il est proposé un contrat de Consultant pour une période de 1 an renouvelable avec une période d'essai de **3 mois** étalées sur la période de l'An I du projet, pour accélérer le rythme de mise en œuvre du projet au niveau de la Guinée avec à la clef, une mobilisation des acteurs parties au projet. Le Consultant travaillera comme Coordinateur Pays d'IntraHealth et sera basé dans les locaux d'une organisation membre de la coalition, qui en général est la structure abritant le secrétariat de la coalition et pour lequel un appui modeste est offert pour être efficace dans ses entreprises.

Objectifs

Le Consultant est recruté pour servir comme Coordinateur Pays du Projet CS4FP Plus au niveau de la Guinée. Dans ce contexte, il doit œuvrer à une mise en œuvre opérationnelle efficace du projet avec une plus grande mobilisation des acteurs-prenantes engagées dans la promotion de la PF au en République de Guinée.

Résultats attendues de la consultation

Sous l'autorité du Directeur Pays d'IntraHealth Mali et sous la supervision générale du Coordinateur Global du Projet du Projet CS4FP Plus pour le Bénin, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso et le Togo qui pour cette phase remplace le Niger, le Consultant travaillera en étroite collaboration avec le Président de la Coalition des Organisations de la Société Civile au ...pays.... et, à travers lui, avec le secrétariat, la Direction en charge des questions de SR/PF et le directoire.

A ce titre, il est chargé spécifiquement des tâches ci-après:

- Coordonner les activités du projet sur le terrain et de veiller à leurs meilleures mises en œuvre, axées sur les résultats ;
- Suivre régulièrement des activités et accélérer leur rythme de mise en œuvre ;
- Développer un partenariat avec la Direction Nationale de la Santé Familiale et Nutrition et les partenaires de la PF ;
- Mobiliser les acteurs parties prenantes (OSC, Gouvernement et Partenaires) autour du projet, en veillant à la visibilité des interventions sur le terrain et au partage des résultats à tous les niveaux ;
- Mobiliser les acteurs parties prenantes (Gouvernement, OSC, Secteur Privé et Partenaires) autour de la stratégie « Youth Friendly Service – Cliniques amies des jeunes ».
- Mobiliser les acteurs parties prenantes (Gouvernement, OSC, Etablissement scolaires et universitaires, et Partenaires) autour de la stratégie « Education complète à la sexualité ».
- Mettre en place une dynamique de communication efficace autour du projet et au sein de la coalition qui la porte, de manière à faciliter le processus de mise en œuvre opérationnelle des interventions dans le Pays ;
- Apporter un appui technique de haut niveau au bon fonctionnement de la Coalition et la DSME pour faciliter leurs entreprises allant dans le sens de la promotion de la PF, à travers notamment une participation active et efficiente dans le processus de finalisation et de mise en œuvre du plan d'actions national de PF, encore appelé feuille de route nationale ;
- Assurer le suivi de la gestion des opérations de dépenses et réunir les justificatifs probants ;
- Elaborer les rapports financiers et narratifs d'activités dans les délais contractuels requis ;

- Assurer la liaison entre la coalition et IntraHealth Mali ;
- Faciliter le travail des autres partenaires contractuels et surtout en créant une dynamique fonctionnelle de travail avec la coalition ;
- Informer IntraHealth Mali de toute évolution dans le contexte pouvant avoir un impact sur la qualité des interventions sur le terrain et proposer des solutions anticipatives pour la contourner ;
- Dynamiser la coalition en créant un cadre vivant de partage facilitant la pleine et efficace participation des membres aux activités du projet et de la Coalition.
- Accompagner les Jeunes Ambassadeurs dans la mise en œuvre de leur plan d'action.

Gestion des Ressources Financières

Le Consultant, **en parfaite relation avec le Président de la Coalition des Organisations de la Société Civile de la Guinée. (Maître d'œuvre du projet au de la Guinée)**, assurera de manière efficace et transparente, la gestion des ressources du projet dans le strict respect des procédures de gestion régissant le portefeuille de projets d'IntraHealth. Le Consultant assurera la gestion des ressources allouées au projet et il sera responsable de sa bonne gestion. Pour permettre une transparence et une bonne gestion des ressources, le Consultant devra rendre compte au Président de la Coalition des OSC de tout ce qui se passe dans le cadre du projet (gestion des ressources, planification des activités, budgétisation, élaboration des rapports et des demandes de fonds.

Le Consultant est responsable de la garde des chèquiers, des cachets et pièces comptables des opérations.

Pour une meilleure gestion des ressources du projet, les aspects suivant doivent être traités et gérés efficacement et avec la rigueur qu'il faut :

▪ **Ouverture et modes de fonctionnement du compte bancaire du Projet de la Guinée :**

En partenariat avec la coalition des OSC/PF, un compte bancaire spécifique au projet sous la dénomination « Compte du projet CS4FP de la Guinée » sera ouvert dans les livres d'une banque de la place et pour lequel, la signature du Consultant sera exigée pour toutes les opérations de décaissement dans le cadre du projet.

Les fonds du projet seront avancés dans le compte bancaire conformément aux requêtes mensuelles reçues par IntraHealth pour les activités du mois de la Guinée.

Toutefois, pour plus de transparence dans les opérations, les ressources étant connues, le Consultant devra travailler intimement avec la coalition pour toute programmation d'activités et opération de dépenses dans le cadre du projet. Il en est de même pour les demandes de fonds mensuelles à IntraHealth.

▪ **Elaboration des Requêtes mensuelles de demande financement :**

Le Consultant formulera à temps les besoins de financement mensuel auxquels seraient associés un chronogramme détaillé, un budget détaillé pour chaque activité avec une note de justification

et des TDR à acheminer à IntraHealth Mali. Cette requête doit être soumise à la Gestionnaire des Finances et de l'Administration au Mali avant le 20 du mois précédant pour être intégré dans la requête mensuelle, après avis et approbation du Coordinateur Global du projet. Les relevés bancaires mensuels seront envoyés avec les requêtes mensuelles. Voir l'annexe pour le modèle de requête mensuelle.

▪ **Elaboration de rapports Financiers :**

Dans les 15 jours après la clôture d'une activité, le Consultant élaborera un rapport financier détaillant tous les dépenses avec leurs justificatifs probants en attache. Ce rapport sera soumis au Coordinateur Global du Projet du Projet pour approbation, avec la Gestionnaire de Finance et Administration en copie. Voir l'annexe pour le modèle de rapport financier.

Produits et rapports

Le Consultant élaborera les rapports suivants :

- Requetes financiers mensuelles avant le 20 du mois précédant ;
- Relevés bancaires mensuelles avec la requête financière mensuelle ;
- Rapports narratif des activités menées de la Guinée dans les 15 jours après la clôture de l'activité ;
- Rapports financiers des activités menées au de la Guinée dans les 15 jours après la clôture de l'activité ;
- Facture mensuelle des frais, détaillant les heures du travail (voir modèle en annexe)

Suivi

Les réunions de suivi entre le Consultant et le Coordinateur Global du Projet (ou le Président de la Coalition CSO) aura lieu chaque deux (2) semaines et ou à chaque fois que les circonstances l'exigent. Ces réunions se feront sous la forme de conférences téléphoniques ou de rencontres physiques (pour le Président de la coalition et quand le Coordinateur Global du Projet est en visite de la Guinée).

Localisation

La consultation se déroulera en Guinée. Le Consultant travaillera avec le secrétariat et le directoire de la coalition des OSC, la Direction Nationale de Santé Familiale et de la Nutrition et les partenaires engagés dans la PF en Guinée.

Dans le cadre de ce projet, Le consultant peut voyager pour des missions ou conférences à la demande d'IntraHealth. Ces frais seront pris en charge par IntraHealth.

Profil du Consultant

Le Consultant Coordinateur qui sera recruté doit avoir un diplôme au moins équivalent au Master (ou maîtrise) en santé publique, sciences sociales ou planification et gestion de projet, avec une expérience avérée dans l'élaboration de politique et l'évaluation des programmes dans le domaine de la SR/PF. Il doit avoir une bonne connaissance de l'environnement de la SR/PF en Guinée ainsi que des organisations de la société civile intervenant dans la SR/PF.

Le Consultant doit justifier au moins entre 5 et 10 ans d'expérience dans l'administration et la gestion financière de projets et programmes de SR/PF. La connaissance des procédures de gestion

des bailleurs de fonds comme l'USAID et d'autres agences de développement est un atout. Il/elle doit avoir une bonne maîtrise du français écrit et parlé et démontrer d'une bonne capacité de communication et de rédaction de bons rapports. Il doit avoir une maîtrise de l'informatique et plus précisément des logiciels (Word, Excel, Access, PowerPoint). Il doit avoir enfin la possibilité de travailler sous pression dans un contexte et justifier de compétences en team building et dans la gestion de la dynamique de groupe et plus précisément dans la résolution des conflits.

Sous l'autorité du Directeur Pays d'IntraHealth, le Consultant est supervisé au niveau global par le Coordinateur Global du Projet CS4FPPLUS Plus basé au Mali et à qui, il devra rendre compte périodiquement de l'évolution du travail.

Le Président de la coalition des OSC/PF est chargé d'assurer au jour le jour l'évolution du travail du Consultant-Coordinateur Pays et de porter une appréciation sur la nature et la qualité du travail de celui-ci. Il informera le Coordinateur Global du Projet par voie de courrier.

Les dossiers de Candidature seront déposés au Centre Mère- Enfant Bernard Kouchner de Coronthie du 22 Mai au 5 Juin 2017 inclus à 15 h

Contact

622 33 67 45

628 67 87 89

628 30 31 00

622 41 46 07

La Coalition OSC/PF



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

lecourrier
deConakry.com

L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences

Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement

Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 / +212 6 70 68 61 70

E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



**ACTU
CONAKRY**

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com